

FEVRIER 2018
n°269

SOMMAIRE

Pages 1 à 3 :

Les clefs pour optimiser l'année blanche fiscale suite à l'instauration du prélèvement à la source

Page 4 :

Panorama des marchés financiers et chiffres clés

LES CLEFS POUR OPTIMISER L'ANNEE BLANCHE FISCALE SUITE A L'INSTAURATION DU PRELEVEMENT A LA SOURCE

Le principe général du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu consiste à supprimer le décalage entre la perception du revenu et le paiement de l'impôt. Actuellement, les revenus perçus en cours d'année sont imposés l'année suivante. Ainsi, en 2018, nous réglons l'impôt affaissant aux revenus perçus en 2017. Si ce principe de suppression du décalage peut sembler louable, **le fait que ce prélèvement soit un acompte, et non un paiement définitif de l'impôt, est regrettable.** En effet, nous devons continuer à déposer chaque année une déclaration de revenus afin que les services fiscaux puissent calculer le solde restant à payer ou à restituer. En clair, **le prélèvement à la source ne va pas révolutionner nos habitudes puisqu'il est assimilable à une mensualisation obligatoire de l'impôt avec néanmoins une complexité accrue.**

Il entrera en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2019 et les revenus concernés par ce dispositif sont les suivants : traitements, salaires, BIC, BNC, bénéfices agricoles, pensions, rentes viagères, pensions alimentaires, revenus de remplacement, indemnités de licenciement, revenus fonciers. Par nature, les revenus soumis au prélèvement forfaitaire unique (PFU) ne sont pas concernés par le prélèvement à la source. Autrement dit, les dividendes, les intérêts sur livrets et obligations, les rachats sur l'assurance vie et les plus-values mobilières ne sont pas concernés par ce mécanisme puisque déjà soumis à une imposition à la source. Il en est de même pour les plus-values immobilières car elles sont assujetties à une imposition forfaitaire.

En janvier 2019, le salaire ou la pension que vous percevrez sera, par conséquent, amputé d'un pourcentage préalablement communiqué par l'administration fiscale à votre employeur ou votre caisse de retraite. Pour information, ce pourcentage sera compris entre 0 % et 43 % selon le montant de vos revenus. Ce faisant, l'impôt au titre des revenus de l'année 2018 devrait également être à payer en 2019. Afin d'éviter cette double imposition, **il a été décidé que l'imposition sur les revenus 2018 ne serait pas recouvrée, d'où la fameuse « année blanche ».**

Dans les faits, **un crédit d'impôt spécifique** dénommé « CIMR » (Crédit d'Impôt Modernisation du Recouvrement) **sera applicable sur les revenus courants de façon à supprimer l'imposition sur les revenus de 2018. Les revenus exceptionnels, quant à eux, demeureront imposés en tenant compte de la progressivité du barème ou, le cas échéant, au taux de 30 % (PFU).** La formule de calcul du CIMR est la suivante : IR 2018 sur l'ensemble des revenus soumis au barème progressif x (revenu net imposable sur les revenus courants / revenu net imposable global). Il est à noter que les déficits et charges n'entrent pas dans la formule de calcul du CIMR.

Afin d'avoir une idée de l'éventuel solde de l'impôt sur les revenus 2018 qui sera à payer sur 2019, il faut bien évidemment être en mesure de distinguer les revenus courants des revenus exceptionnels. Pour information, les revenus courants sont principalement composés des traitements et salaires, des pensions retraite et des

revenus fonciers. Les revenus des dirigeants et des professions libérales restent courants également à condition toutefois de ne pas excéder la plus haute rémunération des trois dernières années. Pour plus de détails, nous vous invitons à consulter le tableau récapitulatif sur notre site internet à l'adresse suivante : <https://www.magellanconseil.fr/infos-patrimoniales/classification-des-revenus-pour-le-calcul-du-cimr>

Afin d'illustrer cette mécanique complexe, prenons l'exemple d'un couple marié qui perçoit des revenus courants pour 100 000 € et des revenus exceptionnels pour 20 000 €. En fonction du barème fiscal, il en résulte un impôt à payer de 24 587 € avant prise en compte des réductions d'impôt. Si ce couple a versé 2 000 € en dons aux œuvres et déboursé 6 000 € au titre des emplois à domicile, il pourra bénéficier de réductions d'impôt à hauteur de 4 320 € ($66\% \times 2\,000\,€ + 50\% \times 6\,000\,€$) d'où un impôt net à décaisser de 20 267 € ($24\,587\,€ - 4\,320\,€$).

Compte tenu de la spécificité de l'année 2018, **les services fiscaux vont calculer le CIMR de ce couple dans le but de neutraliser l'impôt sur les revenus dits courants et imposer uniquement les revenus dits exceptionnels**. Sachant que les revenus exceptionnels se montent à 20 000 €, le CIMR va se calculer comme suit : $24\,587\,€ \times (100\,000\,€ / 120\,000\,€)$ et ressort donc à 20 489 €. Après prise en compte des réductions d'impôt et du CIMR, le couple se verra donc restituer, en août 2019, la somme de 222 €. Cette dernière se détermine comme suit : $24\,587\,€$ au titre de l'impôt global avant réductions d'impôt - $4\,320\,€$ au titre des réductions d'impôt - $20\,489\,€$ au titre du CIMR.

En maintenant le même revenu global mais en supposant des revenus exceptionnels fixés à 50 000 €, le CIMR est réduit à 14 342 € soit : $24\,587\,€ \times (70\,000\,€ / 120\,000\,€)$. De ce fait, le solde à payer, en août 2019, se monte à 5 925 € ($24\,587\,€$ au titre de l'impôt global avant réductions d'impôt - $4\,320\,€$ au titre des réductions d'impôt - $14\,342\,€$ au titre du CIMR). **En l'absence de revenus exceptionnels**, la restitution ressort à 4 320 € ce qui correspond au montant des réductions d'impôt de sorte qu'**aucun impôt ne sera à payer sur les revenus 2018**.

Afin de discerner les éventuelles actions à entreprendre en 2018, il est intéressant de mesurer l'impact d'une diminution du revenu imposable. En supposant que ce couple opère un versement de 10 000 € sur son PERP, le revenu imposable ressort alors à 110 000 € ($120\,000\,€ - 10\,000\,€$). L'impôt qui en découle est de 21 587 €, soit 3 000 € de moins que précédemment. Le taux marginal d'imposition étant fixé à 30 % (revenus compris entre 54 172 € et 145 234 €), il est logique que la baisse du revenu imposable de 10 000 € génère une diminution de 3 000 € d'impôt. Toutefois, compte tenu de l'application du CIMR, le gain de 3 000 € ne sera pas au rendez-vous. En effet, le CIMR ressort à 17 989 € et se décompose comme suit : $21\,587\,€ \times (100\,000\,€ / 120\,000\,€)$. Comme évoqué précédemment, le calcul du CIMR n'intégrant pas les déficits, la déduction des 10 000 € n'est donc pas à retenir. Après prise en compte des réductions d'impôt et du CIMR, le couple percevra une restitution d'impôt de 722 € ($21\,587\,€$ au titre de l'impôt global avant réductions d'impôt - $4\,320\,€$ au titre des réductions d'impôt - $17\,989\,€$ au titre du CIMR). **Le gain d'impôt de 3 000 € s'est transformé en 500 € ($722\,€ - 222\,€$), soit une perte d'efficacité de près de 85 % ! Précisons qu'en l'absence de revenus exceptionnels, la perte aurait été de 3 000 €, soit un manque à gagner de 100 %.**

En clair, les versements sur les PERP, les Madelin, les pensions alimentaires, les rachats de trimestres de retraite, la CSG déductible, les charges foncières ne généreront aucun gain d'impôt sur les revenus 2018 et sont donc à éviter en l'absence de revenus exceptionnels. La seule utilité de ces charges concerne la réduction du taux du prélèvement qui sera retenu par l'administration fiscale pour les prélèvements opérés de septembre 2019 à août 2020. Ceci a donc pour unique effet de limiter le décalage de trésorerie ! Autrement dit, il est donc préférable, dans la mesure du possible, de décaler ce type de déductions sur 2019. Les versements périodiques sur les contrats Madelin ne pouvant être arrêtés, leur maintien s'impose mais les versements exceptionnels sur 2018 sont à proscrire. Concernant les PERP, le législateur a instauré une clause anti optimisation de façon à inciter les contribuables à continuer à verser sur leur PERP en 2018. Ainsi, si le versement opéré sur un PERP en 2018 est inférieur aux versements de 2017 et de 2019, alors le versement de 2019 ne sera retenu qu'à hauteur de la moyenne des versements réalisés en 2018 et 2019. Supposons que vous ayez versé 10 000 € sur votre PERP en 2017, 0 € en 2018 et 10 000 € en 2019, la déductibilité sur 2019 sera limitée à 5 000 €. **Dans ces conditions, il semble judicieux de renoncer aux versements sur les PERP tant en 2018 qu'en 2019.**

En revanche, **même en l'absence d'imposition du fait de l'application du CIMR, les réductions et les crédits d'impôt demeurent effectifs** tant pour les déductions inhérentes aux années précédentes (réduction Pinel, report Girardin...) que celles liées à des versements sur 2018 (dons, emplois à domicile, Girardin, Sofica, FCPI et FIP, investissements PME...). En dépit de cette absence d'imposition, les opérations Girardin industriel avec garantie de bonne fin fiscale conservent toute leur pertinence. Pour rappel, ces opérations offrent un retour quasi immédiat avec un rendement connu et garanti dès la souscription. Ainsi, un versement de 10 000 € permet d'effacer 11 200 € d'impôt, d'où un gain net de 1 200 €, soit un rendement de 12 %. Sur 2018, compte tenu de l'absence d'impôt à payer en raison du CIMR, il pourrait sembler inutile de réitérer une opération Girardin industriel. Il s'agit toutefois d'une erreur de jugement puisque dans les faits le gain sera strictement le même. En effet, en l'absence d'impôt à acquitter, le versement de 10 000 € générera un remboursement de 11 200 € en août 2019, d'où un gain de 1 200 €, soit 12 % de rendement.

Le cas des travaux sur les immeubles donnés en location a fait l'objet d'un développement spécifique de la part du législateur. En effet, celui-ci a eu pour souci d'éviter les abus des contribuables désireux de décaler les travaux sur 2019 afin de profiter pleinement des effets fiscaux tout en incitant les propriétaires à opérer des travaux sur 2018 en dépit d'une absence d'effets fiscaux. Il ressort donc que les travaux déductibles en 2018 font l'objet d'une déduction intégrale pour la détermination du revenu foncier 2018 et ceux payés en 2019 feront l'objet d'une déduction limitée à la moyenne des travaux de 2018 et 2019. Notons que, **même en l'absence de travaux opérés en 2019, le contribuable pourra déduire 50 % des travaux de 2018 sur ses revenus fonciers de 2019.** En l'absence de travaux effectués en 2018, la déduction des travaux de 2019 sera limitée à 50 % des travaux effectivement supportés.

En dépit de la neutralité fiscale instaurée sur l'année 2018, **ce mécanisme de comptabilisation des travaux sur 2018 peut s'avérer extrêmement favorable sur le plan fiscal à la condition toutefois de manœuvrer adroitement !**

Pour bien appréhender cette problématique, prenons l'exemple d'un contribuable qui possède des immeubles générant 12 000 € de revenus imposables et qui projette de réaliser, en 2018, 100 000 € de travaux sur l'un de ses immeubles. S'il s'agissait d'une année normale, le résultat foncier serait fixé à - 88 000 € (12 000 € de revenus - 100 000 € de travaux). Ce déficit serait imputable comme suit : 10 700 € sur le revenu global et 77 300 € reportables sur les revenus fonciers des 10 prochaines années. Pour une tranche à 30 %, le gain en impôt se monterait donc à 30 000 € (6 810 € la 1^{ère} année + 3 600 € au titre de la 2^{ème} année à la 7^{ème} année et 1 590 € la 8^{ème} année).

En raison des spécificités de 2018, le contribuable ne va bénéficier d'aucun gain sur la déduction opérée sur 2018 à hauteur de 22 700 € (12 000 € déduits sur les revenus fonciers et 10 700 € imputés sur le revenu global.) La somme de 77 300 € sera bien évidemment déductible sur les revenus fonciers des dix prochaines années. Sur 2019, en dépit de l'absence de travaux, une déduction de 50 000 € correspondant à 50 % des travaux payés sur 2018 sera opérée. De ce fait, le revenu foncier de 2019 ressortira à - 10 700 € et la somme de 27 300 € (50 000 € - 12 000 € - 10 700 €) sera reportable sur les revenus fonciers des 10 prochaines années. Au global, la somme reportable sur les revenus des 10 prochaines années se montera à 104 600 €. Pour une imposition au taux marginal de 30 %, le gain d'impôt global se montera à 38 190 € (0 € sur 2018 + 6 810 € sur 2019 + 3 600 € de 2020 à 2027 et 2 580 € en 2028). **Malgré l'absence de gain d'impôt sur 2018, le contribuable réalisera donc un gain supérieur à celui qui aurait été le sien pour une année normale, soit 8 190 € dans notre exemple.**

Le même exemple avec des travaux limités à 25 000 € sur 2018 n'aurait pas été judicieux. En effet, dans une situation normale, le gain fiscal aurait été de 7 500 € (6 810 € la 1^{ère} année + 690 € au titre de la 2^{ème} année) contre 4 440 € en raison des limitations en vigueur sur l'année 2018 (0 € sur 2018 + 3 750 € sur 2019 + 690 € sur 2020).

En résumé, **opérer des travaux sur 2018 peut se révéler une opération particulièrement rentable à la condition de générer un fort déficit foncier qui sera reportable sur les revenus futurs.** Toutefois, les travaux opérés en 2018 sur des monuments historiques ne produiront aucun effet puisque, par nature, ce dispositif fiscal offre une déduction des travaux sur le revenu global sans limitation. Ainsi, en l'absence de déficit reportable, ce mécanisme perd tous ses attraits sur 2018.

Comme évoqué précédemment, en l'absence de revenus exceptionnels, aucun impôt ne sera dû puisque le CIMR annulera purement et simplement l'imposition soumise au barème. Si vous avez la main sur votre rémunération ce n'est pas pour autant que vous devez renoncer à la perception de revenus exceptionnels. En effet, compte tenu de la règle de calcul en vigueur, **le taux d'imposition du revenu exceptionnel est égal au taux moyen d'imposition du revenu total. Dès lors que ce taux est inférieur à votre taux marginal, la perception de revenus exceptionnels est judicieuse.** Afin d'appréhender cette problématique, prenons l'exemple d'un couple disposant d'un revenu imposable de 200 000 €. Au titre des revenus de 2018, ce couple n'aura aucun impôt à acquitter en raison de l'application du CIMR fixé dans le cas présent à 54 611 €. En 2019, l'imposition sur les revenus de l'année 2019 supposé maintenus à 200 000 € se montera à 54 611 €. Au global, l'imposition au titre des années 2018 et 2019 aura été de **54 611 €** pour un revenu total de 400 000 €. En cas de modification de la répartition des versements sur 2018 et 2019 comme suit : 250 000 € sur 2018 et 150 000 € sur 2019, il en résultera une économie d'impôt de plus de 10 %. En effet, **compte tenu de l'existence de 50 000 € au titre des revenus exceptionnels sur 2018**, le CIMR ressortira à 60 089 € pour une imposition globale de 75 111 € de sorte que l'impôt à payer sera limité à 15 022 €. Sur 2019 en raison de 50 000 € déclarés en moins, l'imposition se montera à 34 311 €. Au global sur 2018 et 2019, l'impôt réellement payé aura été de **49 133 €** pour un revenu total de 400 000 €.

Autrement dit, décider de percevoir des revenus exceptionnels peut s'avérer une excellente stratégie. Compte tenu de ce phénomène, il pourrait être intéressant de renoncer au PFU sur 2018 dans le but d'imposer ses revenus au barème progressif. Afin d'illustrer ce propos, prenons l'exemple d'un couple disposant d'un salaire imposable de 90 000 € et de 20 000 € de dividendes. Au titre de 2018, les salaires ne seront pas imposés en raison du CIMR et les dividendes seront soumis au PFU de 30 %, d'où une imposition globale de 6 000 €. En cas d'option pour l'impôt sur le revenu, les dividendes seront alors taxés à hauteur de 12 000 € en raison de l'abattement de 40 %. Compte tenu de la CSG déductible (1 360 €), le revenu imposable sera fixé à 100 640 € ce qui engendre un impôt de 18 779 €. Après déduction du CIMR fixé à 16 569 €, l'impôt à payer sur ces dividendes ressortira à 2 210 € (18 779 € - 16 569 €). A cette somme, il convient d'ajouter les prélèvements sociaux pour un montant de 3 440 € (20 000 € x 17,20 %) pour aboutir à une imposition globale de 5 649 € d'où une économie de près de 6 % par rapport au PFU. Précisons que sur 2019, année fiscale normale pour laquelle le CIMR n'est pas applicable, l'option à l'impôt sur le revenu est à proscrire car elle se traduirait par un surcoût d'impôt de 632 €.

En conclusion, vous avez dorénavant toutes les cartes en main pour optimiser votre fiscalité sur 2018. Pour cela, vous devez garder à l'esprit les points suivants :

- **Les solutions permettant une diminution du revenu imposable ne sont d'aucune utilité en l'absence de revenus exceptionnels.**
- **Les réductions d'impôt de l'année 2018 sont intégralement remboursées.**
- **Les travaux opérés sur les biens locatifs en 2018 peuvent, dans certains cas, entraîner une déduction fiscale jusqu'à 1,5 fois supérieure.**
- **Bénéficier de revenus exceptionnels peut se révéler être une opération très rentable. En présence de dividendes ou de plus-values, renoncer au PFU de 30 % et opter pour l'imposition au barème progressif peut s'avérer être préférable.**

PANORAMA DES MARCHÉS FINANCIERS

Données arrêtées au 31 janvier 2018

Marchés des Actions	Niveau des indices	Variation en pourcentage sur			
		1 mois	l'année	3 ans	5 ans
PARIS (CAC 40)	5 481,93	3,19%	3,19%	19,06%	46,87%
PARIS (CAC Mid&Small)	14 913,10	3,16%	3,16%	47,03%	108,79%
PARIS (CAC All-Tradable)	4 314,93	3,12%	3,12%	21,63%	53,84%
EUROPE (DJ Euro Stoxx 50)	3 609,29	3,01%	3,01%	7,69%	33,53%
NEW YORK (Dow Jones)	26 149,39	5,79%	5,79%	52,34%	88,66%
NEW YORK (Nasdaq Composite)	7 411,48	7,36%	7,36%	59,89%	117,21%
FRANCFORT (Dax Xetra)	13 189,48	2,10%	2,10%	23,33%	69,62%
LONDRES (FTSE 100)	7 533,35	-2,01%	-2,01%	11,62%	20,02%
TOKYO (Nikkei 225)	23 098,29	1,46%	1,46%	30,69%	107,37%
MONDE (Msci World) en Euros	186,82	1,77%	1,77%	19,58%	66,21%

Taux d'intérêt	jour le jour	2 ans	5 ans	10 ans	20 ans
FRANCE	-0,36%	-0,41%	0,09%	0,83%	1,44%
ETATS-UNIS	1,47%	2,16%	2,50%	2,70%	2,90%
ROYAUME-UNI	0,66%	0,68%	1,00%	1,46%	1,83%
JAPON	-0,04%	-0,11%	-0,07%	0,08%	0,59%

Or et Devises	Cours	Variation en pourcentage sur			
		1 mois	l'année	3 ans	5 ans
LINGOT	34 750 €	0,00%	0,00%	-2,44%	-12,47%
NAPOLEON	206,90 €	0,00%	0,00%	-3,77%	-11,92%
EURO / DOLLAR	\$ 1,2020	0,00%	0,00%	6,51%	-11,49%
EURO / LIVRE STERLING	£ 0,8890	0,00%	0,00%	18,71%	3,87%
EURO / 100 YENS	¥ 135,38	0,00%	0,00%	2,03%	9,35%
EURO / FRANC SUISSE	CHF 1,1708	0,00%	0,00%	12,67%	-5,18%

CHIFFRES CLÉS DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Données arrêtées au 31 janvier 2018

PRODUIT INTERIEUR BRUT	2 288,38 milliards d'euros au 4ème trimestre 2017
DEFICIT PUBLIC 2016	75,8 milliards d'euros soit 3,4 % du PIB
DETTE PUBLIQUE 2017	2 226,1 milliards d'euros soit 98,1 % du PIB
TAUX DE CROISSANCE TRIMESTRIEL DU PIB	+ 0,60 % au 4ème trimestre 2017
PRODUCTION INDUSTRIELLE	- 1,00 % en novembre 2017
DEPENSE DE CONSOMMATION DES MENAGES	- 1,20 % en décembre 2017
PLAFOND DE LA SECURITE SOCIALE	3 311 euros par mois à compter du 01/01/2018
SMIC (BRUT)	9,88 € au 01/01/2018 soit 1 498,47 € mensuels
INDICE DES PRIX	+ 1,40 % sur un an
INDICE DES LOYERS COMMERCIAUX (ILC)	+ 2,04 % sur un an
INDICE DE REFERENCE DES LOYERS (IRL)	+ 1,05 % sur un an
TAUX DE CHOMAGE	9,70 % de la population active

2, avenue de Flandre - CS 15015 - 59705 MARCQ-EN-BAROEUL Cedex

Tél. : 03.20.72.07.71 - Fax : 03.20.65.29.04 - magellanconseil@magellanconseil.fr - www.magellanconseil.fr

S.A.R.L. au capital de 40 000 € - R.C.S. Lille Métropole B 392 608 311 - Code APE N° 6619B - TVA intracommunautaire N° FR20392608311

Référéncée à l'ORIAS sous le N° 07 005 844 en tant que Conseiller en Investissement Financier, Courtier d'assurance, Courtier en opérations de banque et en services de paiement

Intermédiaire Immobilier (carte professionnelle N° 2032 T) - Membre de l'ANACOFI CIF association agréée par l'AMF - Carte de démarchage financier N° 2050880203VB

Garantie financière et responsabilité civile professionnelle police N° 114.239.900 (Adhérent numéro : 226152)